

BIJLAGE
TABEL VAN DE INNEMINGEN

KADASTER				Eigenaar	Aard	Oppervlakte		
Gemeente/Stad	Afdeling	Sectie	NR.			ha	a	Ca
Seraing	8	H	102 S 2	SPAQuE	glasblazerij	4	91	93
Seraing	3	D	220 W 2	SPAQuE	TERREIN		1	6
Flémalle	4	C	546 N 2	SPAQuE	Ruïnes		20	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 waarbij de SPAQuE ermee belast wordt saneringsmaatregelen te nemen op de site "Cristalleries du Val Saint-Lambert" in Seraing en Flémalle. Namen, 28 april 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31354]

17 MARS 2016. — Arrêté 2015/1737 du Membre du Collège de la Commission communautaire française fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées

Le Membre du Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, l'article 24;

Vu l'arrêté 2014/152 du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées portant application des articles 19,1° et 48 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l'avis de la Section "Personnes handicapées" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé donné le 14 octobre 2015;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 janvier 2016;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget;

Vu l'avis 58.923/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 mars 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté du Collège de la Commission Communautaire Française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées portant application des articles 19, 1° et 48 du décret de la Commission Communautaire Française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion des personnes handicapées, les modalités et les critères concernant les interventions visées au chapitre III du même arrêté sont fixés dans la liste figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 01 avril 2016, excepté les points 2.7. et 3 de la liste en annexe qui produisent leur effet au 01 janvier 2017, les dispositions antérieures des points 2.7. et 3 de la liste en annexe précédente restant entretemps en vigueur.

Bruxelles, le 17 mars 2016.

Le membre du Collège,
Mme C. FREMAULT

Annexe à l'arrêté 2015/1737 du Membre du Collège de la Commission communautaire française fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées

1. Dispositions générales

Ces dispositions sont applicables aux demandes introduites à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente liste. Les décisions individuelles antérieures restent valables jusqu'à leur date d'échéance.

1.1. Tous les montants maxima ou de référence figurant dans la présente liste peuvent être revus chaque année. Ils sont indiqués hors T.V.A (sauf quand spécification contraire).

1.2. Les frais afférents à la livraison, à l'installation ainsi que la taxe récupel sont intégrés dans les montants maxima de la présente liste.

1.3. Un renouvellement du matériel repris dans la présente annexe peut être accordé pour autant que le matériel visé ne réponde plus aux besoins spécifiques de la personne handicapée.

De même, le renouvellement du matériel repris dans la présente annexe peut être accordé pour autant que le matériel présente une impossibilité de réparation attestée par le fournisseur ou que le coût de la réparation soit disproportionné par rapport à celui d'un nouveau matériel équivalent.

Le délai de renouvellement, mentionné dans la liste pour certaines aides, s'établit par rapport à la date de facturation de la prestation précédente.

1.4. Si la prestation doit être remplacée ou réparée suite à un sinistre ou un vol, une nouvelle prise en charge ne peut être envisagée que sur présentation du procès-verbal de la police. L'intervention ne pourra porter que sur les éventuels frais supplémentaires au montant couvert par l'assurance. Dès lors, la personne handicapée doit prendre les dispositions nécessaires en matière d'assurance et en fournir la preuve à l'administration, à défaut de quoi l'administration n'interviendra pas dans les frais de remplacement.

Ce point n'est pas d'application pour le point 5.3. de la liste (adaptation d'une voiture).

1.5. Compte tenu des obligations et des objectifs des maisons de repos, des résidences seniors et de centres d'hébergement pour adultes, certaines prestations sont exclues pour les personnes handicapées dans ce type d'institution.

Les prestations exclues sont les suivantes :

- l'aménagement immobilier et mobilier tel que prévu au point 7. de la présente liste;
- l'équipement complémentaire tel que prévu au point 8. de la présente liste;
- les biens d'équipement tels que prévus au point 9. de la présente liste;
- l'entretien et les réparations pour les prestations précitées.

Toutes les autres prestations reprises dans cette liste peuvent être octroyées pour autant que la personne réponde aux conditions requises.

Lorsqu'une personne handicapée réside dans un centre d'hébergement pour adultes et est domiciliée ailleurs (logement privé situé en région bruxelloise), aucune intervention ne pourra être octroyée en lien avec le domicile sans attestation du centre d'hébergement mentionnant la fréquence et la durée du retour à domicile.

1.6. Certaines conditions d'intervention sont basées sur les codes qualificatifs de la Classification Internationale du Fonctionnement. Celle-ci a été élaborée par l'Organisation Mondiale de la Santé afin de classer les limitations fonctionnelles pour réaliser les activités de la vie quotidienne.

Les codes sont les suivants :

- 0 : Aucune difficulté (peut réaliser l'activité seul).
- 1 : Difficulté légère (peut réaliser l'activité seul mais avec lenteur et/ou stimulations et/ou surveillance).
- 2 : Difficulté modérée (peut réaliser l'activité seul avec une autre aide technique que celle sollicitée).
- 3 : Difficulté grave (ne peut réaliser l'activité sans une aide humaine ou sans l'aide sollicitée).
- 4 : Difficulté absolue (ne peut réaliser l'activité sans une aide humaine et sans l'aide sollicitée).
- 8 : Non précisé (l'item n'a pas été évalué).
- 9 : Sans objet (non applicable).

2. Aides à la communication

2.1. Vidéo-loupes, loupes et écrans

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit après correction optique au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à 2/10;
- soit un bilan fonctionnel dont le modèle est approuvé par le service, réalisé par un ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant qu'il présente une déficience visuelle rendant impossible la lecture sans l'usage d'une vidéo-loupe.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Conditions générales

La demande de vidéo-loupe avec fonction double caméra doit être justifiée par une attestation scolaire ou professionnelle.

La demande de loupe électronique avec écran doit être justifiée par une attestation liée à un usage professionnel.

Délai de renouvellement : 5 ans

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Vidéo-loupe classique	4.300 euros
Vidéo-loupe avec fonction double caméra	6.450 euros
Vidéo-loupe parlante	4.500 euros
Ecran	200 euros
Loupe électronique avec écran	1.200 euros
Loupe électronique de poche (avec ou sans option prise d'image)	650 euros

2.2. Téléphone adapté ou aide pour téléphoner

L'intervention ne couvre en aucun cas le coût du raccordement au réseau ou le prix des communications.

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une diminution auditive moyenne de 60db au moins à la meilleure oreille, sans appareillage;
- soit une déficience de la parole ne permettant pas une expression orale fonctionnelle;
- soit, après correction optique au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à 2/10, soit présenter un bilan fonctionnel dont le modèle est approuvé par le service et réalisé par un ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant qu'il présente une déficience visuelle rendant impossible la lecture sans l'usage d'une des prestations reprises ci-dessous.

A défaut de données médicales suffisantes à disposition du médecin de l'administration, un rapport médical est réclamé.

Si le handicap ne permet pas d'utiliser un appareil téléphonique avec amplificateur de son, l'octroi d'un fax peut être envisagé. Dans ce cas, l'intervention couvre uniquement le fax du demandeur, pas celui du correspondant.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Délai de renouvellement : 4 ans

Modalités

Un montant forfaitaire de 50 euros TVAC est toujours laissé à charge de la personne handicapée lors de l'achat d'un téléphone ou d'un gsm. Ce montant représente le coût standard d'un tel appareil.

Intervention dans le coût limitée à :

Téléphone avec amplification de son et/ou flash incorporé	190 euros
Amplificateur pour appareil téléphonique	110 euros
Appareil GSM avec synthèse vocale	440 euros
Appareil GSM permettant la fonction parlante	190 euros
Synthèse vocale pour GSM	260 euros
Fax	140 euros

2.3. Machine à écrire le braille

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter, après correction optique à chaque œil, soit une acuité visuelle égale ou inférieure à 1/10 soit un champ visuel inférieur à 20°.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée et mentionnant si le demandeur est brailleux ou en cours d'apprentissage de l'écriture braille.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Machine mécanique (coffre compris)	900 euros
Machine électrique (coffre compris)	1.200 euros

2.4. Ordinateurs – appareils de communication - imprimantes et scanner

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience fonctionnelle importante au niveau des membres supérieurs (diminution de force, spasticité, troubles de la coordination et/ou de la sensibilité, affection articulaire, déformation morphologique,...) empêchant l'écriture manuelle;
- soit, après correction optique au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à 2/10 rendant très difficile voire impossible l'écriture manuelle et présenter un bilan fonctionnel dont le modèle est approuvé par le service et réalisé par un ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant qu'il présente une déficience visuelle rendant impossible l'écriture sans l'usage d'un ordinateur.
- soit une dysarthrie sévère, une aphasie ou tout autre trouble des fonctions neurocognitives rendant indispensable l'usage d'un ordinateur ou d'un moyen de communication adapté.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- une preuve que le demandeur possède des bases suffisantes pour l'utilisation de l'outil informatique ou qu'il suit une formation dans ce but.

Conditions générales

Aucune intervention n'est accordée pour l'achat de matériel informatique utilisé dans l'enseignement spécialisé sauf en cas d'utilisation à domicile (exercices, devoirs), sur base d'un document établi par le directeur de l'école, et précisant les capacités qu'a le demandeur à utiliser le matériel informatique sollicité.

L'intervention n'est pas accordée pour l'achat d'ordinateurs et d'imprimantes ordinaires utilisés:

- dans le cadre d'activités professionnelles rémunérées;
- dans le cadre d'activités bénévoles;

— dans le cadre d'une formation scolaire ou professionnelle axée sur l'informatique.

L'intervention pour un ordinateur n'est pas cumulable avec une intervention pour une tablette.

Délai de renouvellement :

Le délai de renouvellement de l'intervention pour un ordinateur et une imprimante ordinaire est fixé au plus tôt à 4 ans.

Entretien et réparation

Aucune intervention ne peut être octroyée pour les réparations et les entretiens éventuels de ce matériel.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Ordinateur ou tablette	500 euros
Imprimante ordinaire	50 euros
Appareil de communication	10.000 euros
Scanner	80 euros

2.5. Matériels spécifiques pour personnes aveugles ou malvoyantes

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter, après correction optique au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à 2/10 rendant très difficile voire impossible l'écriture manuelle, ou un bilan fonctionnel dont le modèle est approuvé par le service et réalisé par un ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant qu'il présente une déficience visuelle rendant impossible l'écriture ou la lecture sans l'usage d'une ou plusieurs des prestations reprises ci-dessous.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée. Ce justificatif, dans le cas particulier où le matériel est utilisé en éducation scolaire ou en formation professionnelle, doit provenir du directeur de l'établissement;
- la traduction de cours en braille, en grands caractères ou sur disquette, doit être réalisée par l'intermédiaire d'un organisme reconnu par les pouvoirs publics.

Conditions générales

Les demandes de barrette Braille version 80 cellules, de logiciel de lecture d'écran version pro et de synthèse vocale multilingue doivent être justifiées par une attestation liée à un usage professionnel.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Barrette Braille version 40 ou 44 cellules	5.900 euros
Barrette Braille version 80 cellules	12.100 euros
Bloc-notes électronique avec synthèse vocale	8.050 euros
Bloc-notes électronique avec synthèse vocale et logiciel de lecture d'écran	11.050 euros
Dictaphone	350 euros
Imprimante Braille	3.750 euros
Logiciel de lecture d'écran	
- avec sortie vocale et braille	1.950 euros
- avec sortie vocale et braille et logiciel d'agrandissement	2.050 euros
- version professionnelle	2.800 euros
Synthèse vocale	500 euros
Synthèse vocale multilingue	800 euros
Logiciel d'agrandissement	660 euros
Logiciel de reconnaissance des caractères	170 euros
Lecteur de livres	300 euros
Photocopies agrandies, par feuille	0,20 euros
Traduction de cours (y compris scannage ou encodage) en Braille, en grands caractères ou sur CD-Rom, par page braille	1,60 euros
Enregistrement sur CD	30 euros par heure d'enregistrement
Machine à lire (non cumulable avec un logiciel de reconnaissance de caractères)	2.500 euros
Détecteurs de couleurs	210 euros
Lecteur d'étiquettes	220 euros

2.6. Matériels spécifiques pour personnes sourdes ou malentendantes

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter des difficultés graves pour écouter (d115) qui justifie l'utilisation du matériel, à l'appui d'un rapport d'un service d'audiophonologie.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Flash (avec ou sans prise) – par unité	130 euros
Transmetteur de son sans fil – Système FM	2.300 euros
Emetteur incendie	140 euros
Emetteur sonnette de porte	90 euros
Emetteur cri bébé	110 euros
Réveil flash	220 euros
Réveil vibrant	160 euros
Réveil vibrant de voyage	40 euros
Coussin vibrant	40 euros
Vibrateur de poche	130 euros
Chargeur pour vibrateur de poche	50 euros
Boucle magnétique	260 euros
Casque infra-rouge	260 euros

2.7. Prestations horaires d'interprétariat en langue des signes ou de translittération

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter une perte auditive justifiant son admission au Service Phare.

Conditions administratives

La demande doit être formulée par écrit et fera l'objet d'une décision qui détermine une période de validité. Durant cette période de validité, si la personne ne remplit plus les conditions d'octroi précisées dans la réglementation (dépend de l'Agence flamande VAPH, n'est plus domiciliée en Région bruxelloise,...), elle se doit d'en avvertir l'administration sous peine de devoir rembourser la prestation.

Cette décision limite le nombre de prestations horaires à 50 heures par an.

Si, à l'issue d'une année civile, les 50 prestations horaires n'ont pas été épuisées, celles-ci ne peuvent plus être utilisées l'année suivante.

Modalités

Le nombre de prestations horaires accordées par année civile s'élève à 50.	Valeur de la prestation : 45 euros / heure Eventuellement majoré des frais de déplacement, soit 4,52 euros pour la région de Bruxelles-Capitale et 10,46 euros pour les déplacements hors zone de Bruxelles.
--	---

Les prestations horaires sont délivrées par un service d'interprétation pour sourds conventionné ou agréé, sur base d'une décision individuelle prise par l'administration.

L'intervention est octroyée au service d'interprétation pour sourds qui a indemnisé les prestations.

3. Produits absorbants pour incontinence

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- une prescription établissant qu'il souffre d'une incontinence diurne et/ou nocturne, urinaire et/ou fécale suite à des lésions neurologiques médullaires ou des lésions congénitales ou acquises de l'appareil urinaire ou de l'appareil intestinal ou suite à un trouble de développement psychomoteur, mental ou psychologique.
- être âgé d'au moins 4 ans;
- pour une première demande, le rapport médical doit préciser si la pathologie est acquise à vie ou est réversible.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

La donnée nécessaire pour appuyer la demande est que la demande doit être formulée par écrit.

Conditions générales

L'intervention ne couvre en aucun cas les onguents et les poudres.

Durée de validité :

La durée de la validité de la décision relative aux produits absorbants pour incontinence est fixée par l'équipe pluridisciplinaire.

En fin de validité de la décision, celle-ci peut être renouvelée sur base des données médicales et/ou de toute autre donnée relative aux conditions d'octroi.

Modalités

Les montants spécifiés ci-dessous sont des montants TVAC.

Concernant les interventions limitées à une incontinence nocturne, le montant repris dans la décision est octroyé en une fois sans justificatif (montant forfaitaire).

Concernant l'incontinence nocturne et diurne, le remboursement est effectué en 3 tranches. La première tranche de 200 € (enfant de 4 à 8 ans) ou de 300 € (8 ans et +) est octroyée sans justificatif (montant forfaitaire). Pour activer la deuxième tranche de 200 € ou 300 €, il est indispensable de transmettre les justificatifs relatifs à l'épuisement de la

première tranche. De même, pour activer la troisième et dernière tranche (solde du montant global annuel octroyé), il est indispensable de transmettre les justificatifs relatifs à l'épuisement de la seconde tranche.

Intervention dans le coût limitée à :

par année civile	Nuit et jour	Nuit
Enfant à partir de 4 ans et de moins de 8 ans (ou jusqu'à 30 kg)	600 euros TVAC	100 euros TVAC
Adulte et enfant à partir de 8 ans (ou de + 30 kg)	900 euros TVAC	200 euros TVAC

4. Matériel anti-escarres

4.1. Coussins anti-escarres

Le coussin anti-escarres est une prestation prévue dans la nomenclature de l'INAMI. Son remboursement par l'assurance obligatoire soins de santé peut être intégral ou donner lieu à des frais supplémentaires.

Le Service Phare, dont le rôle est résiduaire, n'intervient que dans les cas de cumul ou de renouvellement anticipé.

Conditions médicales et administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- une copie du dossier guichet unique comprenant les éléments suivants :
 - la preuve du refus de l'assurance obligatoire soins de santé;
 - un rapport médical fonctionnel motivant la prestation et son usage continu;
 - un devis détaillé;
 - un justificatif concernant l'usage d'une seconde voiturette.

Conditions générales

Délai de renouvellement :

Les délais de renouvellement de l'administration sont identiques à ceux appliqués par l'assurance obligatoire soins de santé.

Renouvellement :

Les conditions de remplacement du coussin anti-escarres avant la fin du délai de renouvellement sont identiques à celles appliquées par l'assurance obligatoire soins de santé à savoir que le demandeur doit fournir :

- soit une prescription motivée d'un médecin spécialiste attestant que l'évolution de la déficience est à l'origine de la demande;
- soit une attestation d'un prestataire agréé par l'INAMI déclarant que le coussin anti-escarres est irréparable et que l'usure ne peut être imputable à un usage impropre ou brutal.

Le coussin anti-escarres doit figurer sur la liste des coussins anti-escarres susceptibles d'être remboursés par l'assurance obligatoire soins de santé.

Sous peine de refus, l'achat du coussin ne peut être antérieur à la décision de l'assurance obligatoire soins de santé.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

la valeur du coussin anti-escarres fixée par la nomenclature de l'assurance obligatoire soins de santé et selon les montants de remboursement y afférant.

4.2. Matelas anti-escarres

4.2.1. Matelas (Prévention d'escarres)

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter un risque d'escarres.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Délai de renouvellement : 5 ans

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Matelas type 1 (prévention d'escarres)	320 euros
--	-----------

4.2.2. Matelas (Risque élevé d'escarres et ou antécédent d'escarres)

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter un risque élevé d'escarres.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Délai de renouvellement : 5 ans

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Matelas type 2 (un risque élevé d'escarres)	1.300 euros
---	-------------

5. Aides à la mobilité

5.1. Voiturette et adaptations

La voiturette (y compris ses adaptations) est une prestation prévue dans la nomenclature de l'INAMI. Son remboursement par l'assurance obligatoire soins de santé peut être intégral ou donner lieu à des frais supplémentaires.

Le Service Phare, dont le rôle est résiduaire, n'intervient que soit dans les cas de cumul ou de renouvellement anticipé soit exclusivement pour les adaptations non prévues dans la nomenclature de l'INAMI et qui revêtent un caractère indispensable.

Conditions spécifiques

Possibilité de cumul :

L'administration intervient dans le coût d'une voiturette supplémentaire à celle dont dispose déjà la personne handicapée lorsque, pendant le délai de renouvellement de la prestation accordée par l'assurance obligatoire soins de santé, une 2ème voiturette est prescrite et justifiée en raison d'une utilisation bien définie.

Les adaptations voiturettes qui peuvent être accordées sont celles qui ne sont pas codifiées dans la nomenclature INAMI.

Conditions médicales et administratives

La donnée nécessaire pour appuyer la demande est une copie du dossier guichet unique.

Conditions générales

Délai de renouvellement :

Les délais de renouvellement de l'administration sont identiques à ceux appliqués par l'assurance obligatoire soins de santé.

Renouvellement :

Les conditions de remplacement de la voiturette avant la fin du délai de renouvellement sont identiques à celles appliquées par l'assurance obligatoire soins de santé à savoir que le demandeur doit fournir :

- soit une prescription motivée d'un médecin spécialiste attestant que l'évolution de la déficience est à l'origine de la demande;
- soit une attestation d'un prestataire agréé par l'INAMI déclarant que la voiturette est irréparable et que l'usure ne peut être imputable à un usage impropre ou brutal.

La voiturette doit figurer sur la liste des voiturettes susceptibles d'être remboursées par l'assurance obligatoire soins de santé.

Le refus d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé ne peut être imputé au demandeur.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

la valeur de la voiturette fixée par la nomenclature de l'assurance obligatoire soins de santé et selon les montants de remboursement y afférant.

5.2. Buggy-major

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical l'intéressé, doit présenter des difficultés graves ou absolues à marcher (d450 : avancer à pied) et être âgé d'au moins 4 ans.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Buggy-major	360 euros
-------------	-----------

5.3. Adaptation d'une voiture

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical l'intéressé, doit présenter une déficience justifiant l'adaptation.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- un rapport du Centre belge d'Adaptation à la Route pour Automobilistes handicapés (C.A.R.A.);
- si le demandeur conduit le véhicule, une copie de son permis de conduire adapté qui reprend les conditions et/ou restrictions et les adaptations; le candidat au permis de conduire doit fournir une attestation d'aptitude à la conduite;

Conditions générales

Aucune intervention n'est accordée pour une adaptation existante sur un véhicule acheté d'occasion.

Aucune intervention n'est octroyée pour la boîte semi-automatique, les commandes à distance standard, le verrouillage central des portes, les vitres électriques, les rétroviseurs électriques et la climatisation du véhicule.

Si le demandeur est passager, la demande ne peut porter que sur les aménagements de l'accès au véhicule.

Renouvellement :

- comme mentionné au point 1.4. de la présente liste, si le véhicule doit être réparé ou remplacé à la suite d'un sinistre ou d'un vol, l'adaptation ne sera pas prise en charge une deuxième fois. La personne handicapée doit donc prendre les dispositions nécessaires en matière d'assurance;
- en cas de changement de véhicule avant le délai prévu au point suivant, une intervention pour le renouvellement de l'adaptation n'est possible que si l'administration a marqué son accord préalablement au changement du véhicule suite à un usage professionnel intensif de celui-ci ou à une aggravation du handicap.

Délai de renouvellement :

- le délai est de 7 ans.
- ce délai est fixé à 3 ans pour les adaptations effectuées sur un véhicule âgé d'au moins 6 ans.

Entretien et réparation :

- aucune intervention n'est octroyée pour l'entretien des adaptations voitures mentionnées aux points 5.3.1., 5.3.2. et 5.3.3.;
- seul le coût des réparations ponctuelles (hormis la transmission automatique) est envisageable dans les conditions prévues au point 11 de la présente annexe.

Modalités

A partir de 4 ans d'âge du véhicule, le montant de l'intervention est diminué de 20 % par année. La diminution maximale d'intervention est de 60 %.

Pour déterminer l'âge du véhicule, il est tenu compte de la date précise de la 1ère mise en circulation.

L'intervention ne peut être payée que sur production d'une copie de l'attestation d'homologation du véhicule transformé établie conformément aux dispositions réglementaires applicables en la matière.

Intervention dans le coût limitée à :

5.3.1. Adaptation de la conduite

Accélérateur et freins sous le volant (système mécanique)	1.250 euros
Accélérateur et freins sous le volant (système pneumatique)	2.150 euros
Commandes d'accélérateur et de freins sur le volant (système mécanique)	1.800 euros
Commandes d'accélérateur et de freins sur le volant (système électronique)	2.700 euros
Transmission automatique	880 euros
Déplacement de la pédale d'accélérateur	280 euros
Pédale d'accélérateur et/ou de freins rabattables/démontables	260 euros
Déplacement des commandes électriques	1.850 euros
Boule vissée au volant	50 euros
Cache-pédale	210 euros

5.3.2. Adaptations pour fonctions secondaires

Réglage électrique du siège conducteur	790 euros
Siège ergonomique pour conducteur	1.500 euros
Ceinture de type harnais	230 euros

5.3.3. Différentes adaptations permettant à la personne handicapée d'avoir accès au véhicule

Le montant total de prise en charge des différentes adaptations permettant à la personne handicapée d'avoir accès au véhicule ne peut dépasser 9.000 euros.

Accès au véhicule

Siège pivotant	1.000 euros
Siège pivotant sortant	1.250 euros
Siège enfant adapté (y compris plot d'abduction, appuie-tête, ceinture,...)	1.450 euros
Lève-personne pour voiture (non prévu pour le fauteuil roulant)	2.900 euros

Accès au véhicule avec le fauteuil roulant

Plateau élévateur en porte arrière ou latérale	5.800 euros
Rampes d'accès coulissantes ou non, fixées au véhicule	770 euros
Rails et kit de fixation	970 euros

Adaptation de la structure du véhicule pour augmenter son accessibilité

Abaissement du plancher arrière	7.450 euros
Rehaussement du toit	690 euros
Aplanissement du plancher	690 euros

Aides pour le chargement d'un fauteuil roulant à l'intérieur de la voiture

Chargement dans le coffre par bras manipulateur pour fauteuil roulant manuel pliant	1.850 euros
Chargement dans le coffre par bras manipulateur pour fauteuil roulant électrique	3.000 euros
Chargement dans l'habitacle par bras manipulateur + modification portière	5.600 euros

5.4. Cours spécifiques pour l'apprentissage ou l'évaluation de l'aptitude à la conduite automobile

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience justifiant des cours supplémentaires de conduite d'un véhicule automobile;
- soit une déficience justifiant l'adaptation du véhicule et entraînant des cours supplémentaires pour la conduite de ce véhicule.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un rapport du Centre belge d'Adaptation à la Route pour Automobilistes handicapés (C.A.R.A.);
- une attestation motivée d'un médecin-spécialiste;
- une attestation d'une auto-école agréée établissant le nombre d'heures de cours nécessaires;

Conditions générales

Les cours doivent être destinés soit à déterminer l'aptitude à la conduite soit à l'apprentissage de la conduite d'un véhicule automobile.

Modalités

Le nombre maximum d'heures est fixé à 15 heures pour l'apprentissage et à 15 heures pour la détermination de l'aptitude à la conduite. La demande ne peut être renouvelée.

Intervention par heure	40 euros
------------------------	----------

5.5. Chien-guide

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter, après correction optique à chaque œil, soit une acuité visuelle égale ou inférieure à 1/10 soit un champ visuel inférieur à 20°.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- un rapport réalisé par un organisme ayant pour objet l'intégration des personnes aveugles et reconnu par les pouvoirs publics garantissant le bon dressage du chien destiné au demandeur et les bonnes aptitudes du demandeur.

Modalités

L'intervention couvre tous les frais liés à l'acquisition du chien (notamment l'achat de l'animal, les frais de personnel, d'entretien et de dressage, les coûts divers tels que assurance et vétérinaire, éventuellement frais de séjour de la personne handicapée).

Intervention dans le coût limitée à :

Chien guide	6.000 euros
-------------	-------------

5.6. Apprentissage des techniques d'orientation et de mobilité

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- une déficience visuelle de 60 % au moins;
- soit une prescription d'un ophtalmologue agréé en réadaptation.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- une garantie que la formation est donnée par une institution agréée dans le cadre d'une législation relative à l'intégration des personnes handicapées et s'adresse à des personnes atteintes d'une déficience visuelle.

Conditions générales

Le programme d'apprentissage ne peut pas comprendre plus de 100 heures de cours pour les adultes et plus de 200 heures pour les mineurs.

A son terme, un rapport d'évaluation sur la formation doit être transmis à l'administration par l'institution.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Par heure de formation	33 euros
------------------------	----------

6. Accompagnement pédagogique

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience visuelle,
- soit une déficience auditive,
- soit une lésion neurologique centrale,
- soit de l'autisme,
- soit une déficience intellectuelle légère,
- soit une autre déficience de faible prévalence pour laquelle il est établi, sur base d'un rapport pluridisciplinaire circonstancié, qu'un accompagnement pédagogique est indispensable.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Un examen psycho-pédagogique sur les capacités du demandeur peut être requis à l'initiative de l'administration.

Conditions administratives

Le demandeur doit suivre :

- soit des études supérieures universitaires ou non, reconnues par une des trois Communautés;
- soit une formation professionnelle organisée, reconnue ou subventionnée par un pouvoir public belge.

La donnée nécessaire pour appuyer la demande est que cette dernière doit être appuyée par un service agréé et/ou reconnu à ce titre par le Collège de la Commission communautaire française ou par l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées.

Modalités

L'intervention a trait :

- à l'aide pédagogique spécifique à l'étudiant ou au stagiaire;
- aux prestations d'interprétariat en langue des signes ou de translittération
- à la coordination, la recherche d'accompagnateurs et leur encadrement.

Le maximum est de 600 heures par année académique ou de formation pour les personnes atteintes de déficiences auditives et de 500 heures pour les personnes atteintes d'autres types de déficiences.

Quand la durée de l'enseignement ou de la formation ne couvre pas un horaire complet de plein exercice, le nombre maximum d'heures pris en considération est réduit proportionnellement.

Par dérogation à l'article 22, alinéa 3, de l'arrêté du Collège relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées, l'intervention est octroyée au service d'accompagnement pédagogique agréé et/ou reconnu qui a fourni les prestations.

Intervention dans le coût limitée à :

Par heure	30 euros
-----------	----------

7. Aménagement immobilier et mobilier

7.1. Construction ou transformation du logement

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience locomotrice dont l'importance justifie la demande;
- soit une déficience neurologique dont l'importance justifie l'aménagement demandé;
- soit une déficience cardio-pulmonaire dont l'importance justifie la demande.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- deux devis détaillé minimum;
- si la personne handicapée ou son représentant légal est propriétaire du logement, fournir une preuve de propriété;
- si la personne handicapée est locataire, obtenir du propriétaire certaines garanties de durabilité de la location :
 - acte de bail enregistré;
 - si le propriétaire est parent ou allié au premier ou au second degré, un engagement écrit est suffisant;
 - en outre, le propriétaire doit marquer, par écrit, son accord sur les adaptations à effectuer.

Conditions générales

Les travaux ne peuvent pas débiter avant l'accord de l'administration. Aucune facture sans décision préalable ne sera prise en compte.

Les travaux doivent être réalisés au domicile du demandeur.

Les prescriptions en matière d'urbanisme ainsi que les normes techniques en matière d'accessibilité des logements aux personnes handicapées édictées par la Région bruxelloise doivent être respectées.

Aucune intervention n'est accordée pour la construction de terrasses.

Aucune intervention n'est accordée si les travaux visent des logements collectifs.

Renouvellement :

L'intervention maximale n'est accordée qu'une seule fois. Cependant, dans le cas où le demandeur quitte le domicile parental où des aménagements ont déjà été effectués et ce, pour vivre de façon autonome, un nouveau montant maximal peut être octroyé.

Entretien et réparation :

Aucune intervention n'est accordée pour l'entretien et la réparation de construction ou transformation.

Modalités

L'intervention peut être fractionnée mais, prise globalement, elle ne peut dépasser le montant maximum prévu par demandeur. Ce montant maximum s'élève à 12.000 euros.

Intervention dans le coût limitée à :

Construction ou transformation (intervention maximale)	12.000 euros
Travaux liés au remplacement d'une baignoire par une douche de plain-pied	4.000 euros
Travaux liés au remplacement d'une douche surélevée par une douche de plain-pied	3.000 euros
Adaptation ou création d'un WC	2.000 euros
Adaptation ou création d'un lavabo	2.000 euros
Création, adaptation ou réagencement de pièces	4.000 euros
Elargissement d'une baie de porte avec placement de porte coulissante	1.300 euros par porte

7.2. Dispositif de changement de niveau

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience locomotrice importante;
- soit une déficience neurologique importante;

- soit une déficience cardio-pulmonaire importante.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- deux devis détaillés minimum;
- un rapport justifiant le choix et le placement de l'appareil au vu de la configuration du logement du demandeur;
- si la personne handicapée ou son représentant légal est propriétaire du logement, fournir une preuve de propriété;
- si la personne handicapée est locataire, obtenir du propriétaire certaines garanties de durabilité de la location :
 - acte de bail enregistré;
 - si le propriétaire est parent ou allié au premier ou au second degré, un engagement écrit est suffisant;
 - en outre, le propriétaire doit marquer, par écrit, son accord sur les adaptations à effectuer.
- une attestation par un organisme de contrôle agréé spécifiant le respect des normes de sécurité et de conformité en vigueur. A cet égard, l'appareil doit :
 - être pourvu de la certification « CE »;
 - être accompagné de la déclaration CE de conformité établie par le fabricant.

7.2.1. Ascenseur ou plates-formes élévatrices

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Systèmes en X pour petites élévations	3.600 euros
Systèmes pour élévations jusqu'à 3 m	12.350 euros
Systèmes pour élévations supérieures à 3 m ou ascenseur	17.800 euros
Travaux d'aménagement liés au placement de la plate-forme ou de l'ascenseur	1.750 euros

7.2.2. Monte-escaliers

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Monte-escaliers avec siège desservant un étage (droit ou avec une ou deux courbes)	7.650 euros
Monte-escaliers avec siège desservant plus d'un étage	11.200 euros
Monte-escaliers avec plate-forme pour fauteuil roulant	13.650 euros

7.2.3. Monte-escaliers transportable pour fauteuil roulant

L'appareil doit servir essentiellement au domicile du demandeur.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Monte-escaliers transportable pour fauteuil roulant	5.250 euros
---	-------------

7.2.4. Rampes d'accès amovibles

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Rampes d'accès amovibles	880 euros
--------------------------	-----------

7.3. Dispositifs d'ouverture et de fermeture de portes

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience locomotrice importante;
- soit une déficience neurologique importante;
- soit une déficience cardio-pulmonaire importante.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- deux devis détaillés minimum;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

7.3.1. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte de garage

Conditions générales

La personne handicapée doit être conducteur de véhicule. Si elle ne l'est pas, le garage doit constituer pour elle le seul accès possible à l'habitation.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte de garage	710 euros
---	-----------

7.3.2. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte d'entrée

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Ouverture avec parlophone	710 euros
Motorisation avec commande électronique et verrouillage	2.050 euros

8. Equipement complémentaire

Conditions générales

Il doit s'agir de matériaux, d'appareils ou d'adaptations de meubles, à l'exception des travaux aux biens immobiliers.

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter un handicap dont la nature et la gravité justifient l'équipement.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

L'intervention peut être fractionnée mais, prise globalement, elle ne peut dépasser le montant maximum prévu par demandeur.

Intervention dans le coût limitée à :

Montant total des interventions pour les différents équipements	2.050 euros
---	-------------

9. Biens d'équipement

9.1. Lit et sommier réglable électriquement en hauteur - Parc-box

L'intervention pour le Parc-box est non cumulable avec un lit réglable électriquement en hauteur.

9.1.1. Lit et sommier réglable électriquement en hauteur

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter des difficultés graves ou absolues à se coucher (d4100 : passer de n'importe quelle position à la position allongée et inversement). Ses difficultés découlent soit d'une déficience neurologique soit de l'usage d'un fauteuil roulant.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Lit réglable électriquement (y compris barrières et perroquet)	900 euros
--	-----------

9.1.2. Parc-box

Conditions médicales

Sur bases des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter des difficultés graves ou absolues à garder la position du corps (d415 : garder la même position si nécessaire).

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Parc-Box	3.500 euros
----------	-------------

9.2. Lève-personne

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul;
- soit être usager de voiturette.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

9.2.1. Lève-personne statique (de type perroquet)

Sur pied	200 euros
----------	-----------

9.2.2. Lève-personne électrique

Le coût pris en considération comprend les travaux d'installation.

Matériel sur roulettes	2.800 euros
Matériel suspendu par rail dans une pièce	4.800 euros
Matériel suspendu par rail dans plusieurs pièces	6.350 euros

9.2.3. Lift de bain actionné par la pression de l'eau ou de l'air ou fonctionnant sur batterie

Lift de bain actionné par la pression de l'eau ou de l'air ou fonctionnant sur batterie (disque de transfert compris)	1.050 euros
Lifter de bain de type « hamac » avec appui-tête et sangles	1.450 euros

9.3. Siège

9.3.1. Siège percé

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul;
- soit être usager de voiturette.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Siège percé sans roulette	150 euros
Siège percé avec roulettes	250 euros

9.3.2. Siège de douche

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter une déficience motrice grave rendant difficile, voire impossible, le maintien en station debout sans appui.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Siège de douche mural	280 euros
Siège de douche muni de 4 petites roues, d'accoudoirs amovibles, percé ou non	440 euros
Siège de douche avec assise spéciale (sangles et cale-tête compris)	750 euros
Siège de douche avec assise spéciale accompagné d'un support ou d'un cadre mobile muni de roues bloquantes	1.350 euros

9.3.3. Siège de bain

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter d'importantes difficultés au maintien dans la position assise.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Siège de bain	200 euros
Siège de bain avec assise type relax de bain, sangles et appui-tête	1.250 euros

Siège orthopédique polyvalent de toilette	1.450 euros
---	-------------

9.3.4. Brancard de douche ou de bain

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter une déficience importante rendant l'utilisation de la douche ou de la baignoire difficile, voire impossible, sans l'aide sollicitée.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Brancard sans réglage en hauteur	1.400 euros
Brancard avec réglage en hauteur	2.400 euros

9.3.5. Siège de travail ergonomique

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul;
- soit être usager de voiturette.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

Intervention dans le coût limitée à :

Modèle avec vérin à gaz	1.050 euros
Modèle électrique et modulable	2.200 euros

10. Petit équipement

Conditions générales

Il doit s'agir de petits matériels destinés à procurer une autonomie accrue dans la vie quotidienne de la personne.

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter des limitations fonctionnelles importantes découlant de sa déficience et une incapacité à effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée.

A défaut de données médicales suffisantes à disposition du médecin de l'administration un rapport médical est réclamé.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Conditions spécifiques à une demande de canne blanche :

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical, l'intéressé doit présenter :

- une déficience visuelle de 60 % au moins;
- soit une prescription d'un ophtalmologue agréé en réadaptation.

Un rapport médical est réclamé si les données médicales à disposition du médecin de l'administration ne sont pas suffisantes.

Conditions administratives

Les données nécessaires pour appuyer la demande sont les suivantes :

- un devis détaillé;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée;
- un justificatif stipulant que le demandeur maîtrise les techniques de déplacement ou s'engage à suivre des cours dans ce but.

Modalités

Intervention dans le coût unitaire ou dans le supplément de coût par rapport au produit de base d'un équipement utilisable par des personnes valides

Intervention dans le coût limitée à :

coût unitaire ou le supplément de coût par rapport au produit de base ne peut être supérieur à	150 euros
par demandeur, le montant total des interventions pour le petit équipement ne peut dépasser par période de 5 ans minimum	1.000 euros

11. Entretien et réparations de certaines aides

Conditions générales

Il doit s'agir d'une prestation qui a fait ou qui est susceptible de pouvoir faire l'objet d'une prise en charge par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, à l'exception :

- du point 7.1. Construction ou transformation;
- dans le point 2.4., des ordinateurs et imprimantes ordinaires;
- dans le point 5.3.1., de la transmission automatique.

11.1. Entretien

Modalités

L'entretien concerne exclusivement 2 types de matériel : les dispositifs de changement de niveau (point 7.2.) et les voiturettes (point 5.1.).

Intervention annuelle dans le coût de l'entretien limitée à :

Entretien	10 % de la valeur d'intervention dans l'achat
-----------	---

11.2. Réparation

Modalités

Intervention dans le coût des réparations limitée à :

Réparation	40 % de la valeur d'intervention dans l'achat, calculés sur la durée totale d'utilisation de l'aide
------------	---

Vu pour être annexé à l'arrêté 2015/1737 du Membre du Collège de la Commission communautaire française fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées au chapitre III de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées.

Pour le Collège:

Mme C. FREMAULT

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31354]

17 MAART 2016. — Besluit 2015/1737 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria van de tegemoetkomingen in verband met de hulpmiddelen voor insluiting bedoeld in sectie 2 van hoofdstuk III van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen

Het Collegelid,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 met betrekking tot de insluiting van de gehandicapte persoon, artikel 24;

Gelet op besluit 2014/152 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en de hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen houdende toepassing van de artikelen 19, 1° en 48 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 met betrekking tot de insluiting van de gehandicapte persoon, artikel 3, § 1, 1e lid;

Gelet op het advies van de afdeling "Gehandicapte personen" van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op 14 oktober 2015;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 januari 2016;

Gelet op het akkoord van het Collegelid, belast met de begroting,

Gelet op advies 58 923/4 van de Raad van State, gegeven op 7 maart 2016, in toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 3, § 1, alinea 1 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen houdende toepassing van de artikelen 19, 1° en 48 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte personen, worden de modaliteiten en criteria betreffende de tegemoetkomingen bedoeld in hoofdstuk III van hetzelfde besluit in de lijst in bijlage van dit besluit vastgelegd.

Art. 3. Het onderhavige besluit heeft uitwerking op 1 april 2016, met uitzondering van de punten 2.7. en 3 van de in bijlage bijgevoegde lijst die hun uitwerking hebben op 1 januari 2017, terwijl de bepalingen voorafgaand aan punten 2.7. en 3 van de vorige bijgevoegde lijst in de tussentijd in voege blijven.

Brussel, op 17 maart 2016.

Het Collegelid :

Mevr. C. FREMAULT

Bijlage bij het besluit 2015/1737 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria van de tegemoetkomingen in verband met de hulpmiddelen voor insluiting bedoeld in sectie 2 van hoofdstuk III van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen

1. Algemene bepalingen

Deze bepalingen zijn van toepassing op de aanvragen die zijn ingediend vanaf de datum van het van kracht worden van deze lijst. De vroegere individuele beslissingen blijven geldig tot hun vervaldatum.

1.1. Alle maximumbedragen of referentiebedragen die in deze lijst staan, kunnen jaarlijks herzien worden. Ze zijn aangeduid B.T.W. niet inbegrepen (behoudens tegenovergestelde bepaling).

1.2. De leverings- en installatiekosten en de Recupeltaks zijn in de maximumbedragen van deze lijst opgenomen.

1.3. Een vervanging van het materiaal dat in deze bijlage wordt vermeld, kan worden toegekend voor zover het materiaal in kwestie niet meer overeenstemt met de specifieke behoeften van de gehandicapte persoon.

Evenzo kan de vervanging van het materiaal dat in deze bijlage wordt vermeld, worden toegekend voor zover het materiaal niet kan worden hersteld, wat door de leverancier wordt bevestigd, of voor zover de kosten van de herstelling niet in verhouding staan tot die van nieuw en gelijkaardig materiaal.

De vervangingstermijn, die voor bepaalde hulpmiddelen in de lijst vermeld zijn, wordt bepaald in functie van de facturatedatum van de vorige prestatie.

1.4. Indien de prestatie moet worden vervangen of hersteld ingevolge schade of diefstal, kan de nieuwe tegemoetkoming alleen worden overwogen op voorlegging van het proces-verbaal van de politie. De tegemoetkoming kan alleen betrekking hebben op de eventuele kosten die hoger liggen dan het bedrag dat door de verzekering wordt gedekt. Derhalve moet de gehandicapte persoon de nodige stappen op het gebied van verzekering nemen en daarvan het bewijs aan de administratie leveren; bij gebrek daaraan zal de administratie de vervangingskosten niet vergoeden.

Dit punt is niet van toepassing op punt 5.3 van de lijst (aanpassing van een voertuig).

1.5. Rekening houdend met de verplichtingen en de doelstellingen van de rusthuizen, ouderenverblijven en verblijfscentra voor volwassenen worden bepaalde prestaties uitgesloten voor de gehandicapte personen in dit soort instelling.

De uitgesloten prestaties zijn de volgende :

- inrichting roerend en onroerend goed zoals bedoeld in punt 7 van deze lijst;
- aanvullende uitrusting zoals bedoeld in punt 8 van deze lijst;
- uitrustingsgoederen zoals bedoeld in punt 9 van deze lijst;
- onderhoud en herstel voor de voornoemde prestaties.

Alle andere prestaties in deze lijst kunnen toegekend worden voor zover de persoon aan de vereiste voorwaarden voldoet.

Wanneer een gehandicapte persoon in een verblijfscentrum voor volwassenen woont en ergens anders gedomicilieerd is (privéwoning gelegen in het Brussels Gewest), kan geen enkele tegemoetkoming die met het domicilie verband houdt, toegekend worden zonder attest van het verblijfscentrum dat de frequentie en de duur van terugkeer naar het domicilie vermeldt.

1.6. Bepaalde voorwaarden voor tegemoetkoming zijn gebaseerd op de typering van de International Classification of Functioning, Disability and Health. Deze werd door de Wereldgezondheidsorganisatie opgesteld om de functioneringsbeperkingen uit het dagelijks leven te classificeren.

De typering zijn de volgende :

0: Geen enkele moeilijkheid (kan de activiteit alleen uitvoeren).

1: Lichte moeilijkheid (kan de activiteit alleen uitvoeren maar op een traag tempo en/of gestimuleerd en/of onder toezicht).

2: Gemiddelde moeilijkheid (kan de activiteit alleen uitvoeren maar met een ander technisch hulpmiddel dan het gevraagde).

3: Ernstige moeilijkheid (kan de activiteit niet uitvoeren zonder menselijke hulp of zonder gevraagd hulpmiddel).

4: Absolute moeilijkheid (kan de activiteit niet uitvoeren zonder menselijke hulp en zonder gevraagd hulpmiddel).

8: Niet gepreciseerd (het item werd niet geëvalueerd).

9: Zonder voorwerp (niet toepasbaar).

2. Communicatiehulpmiddelen

2.1. Videoloepen, loepen en schermen

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel, na optische correctie aan het beste oog, een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 2/10 vertonen;
- ofwel een functioneel bilan voorleggen waarvan het model door de dienst is goedgekeurd en dat door een in revalidatie gespecialiseerde oogarts is verwezenlijkt, waarin wordt gepreciseerd dat de aanvrager een visuele beperking vertoont die lezen zonder videoloep onmogelijk maakt.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Algemene voorwaarden

De aanvraag van een videoloep met een dubbele camerafunctie moet door een verklaring van de school of de werkplek worden verantwoord.

De aanvraag voor een elektronische loep met scherm moet verantwoord worden door een attest verbonden aan een professioneel gebruik.

Vervangingstermijn : 5 jaar

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Klassieke videoloep	4 300 euro
Videoloep met dubbele camerafunctie	6 450 euro
Sprekende videoloep	4 500 euro
Scherm	200 euro
Elektronische loep met scherm	1 200 euro
Elektronische zakloep (met of zonder optie beeldopname)	650 euro

2.2. Aangepaste telefoon of telefoonondersteuning

De tegemoetkoming dekt in geen geval de aansluiting op het netwerk of de gesprekskosten.

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel aan het beste oor, zonder apparatuur, een gemiddeld gehoorverlies van ten minste 60 dB vertonen;
- ofwel een spraakgebrek vertonen waardoor functioneel spreken niet mogelijk is;
- ofwel, na optische correctie aan het beste oog, een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 2/10 vertonen; ofwel een functioneel bilan voorleggen waarvan het model door de dienst is goedgekeurd en dat door een in revalidatie gespecialiseerde oogarts is verwezenlijkt, waarin wordt gepreciseerd dat de aanvrager een visuele beperking vertoont die lezen zonder het gebruik van één van onderstaande prestaties onmogelijk maakt.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Indien het wegens de handicap niet mogelijk is om een telefoontoestel met geluidsversterking te gebruiken, dan kan de toekenning van een faxapparaat worden overwogen. In dat geval dekt de tegemoetkoming alleen de fax van de aanvrager en niet die van de persoon waarmee de aanvrager communiceert.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Vervangingstermijn : 4 jaar

Modaliteiten

Een forfaitair bedrag van 50 euro incl. BTW blijft altijd voor rekening van de gehandicapte persoon bij de aankoop van een telefoon of gsm. Dat bedrag vertegenwoordigt de standaardkosten van een dergelijk apparaat.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Telefoon met geluidsversterking en/of ingebouwde flash	190 euro
Versterker voor een telefoontoestel	110 euro
Gsm-toestel met spraaksynthese	440 euro
Gsm-toestel met spraakfunctie	190 euro
Spraaksynthese voor gsm	260 euro
Fax	140 euro

2.3. Brailleschrijfmachine

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager na optische correctie aan elk oog ofwel een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 1/10 vertonen, ofwel een gezichtsveld kleiner dan 20°.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave; - een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd en waarin vermeld wordt of de aanvrager braille kent of een opleiding braille volgt.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Mechanische machine (koffer inbegrepen)	900 euro
Elektrische machine (koffer inbegrepen)	1.200 euro

2.4. Computers - communicatietoestellen - printers en scanners

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een aanzienlijke functionele deficiëntie van de bovenste ledematen vertonen (krachtvermindering, spasticiteit, coördinatie- en/of gevoeligheidsstoornissen, gewrichtsaandoeningen, morfologische vervorming, ...), waardoor met de hand schrijven moeilijk wordt;
- ofwel, na optische correctie aan het beste oog, een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 2/10 vertonen, waardoor met de hand schrijven zeer moeilijk of onmogelijk wordt; en een functioneel bilan voorleggen waarvan het model door de dienst is goedgekeurd en dat door een in revalidatie gespecialiseerde oogarts is

verwezenlijkt, waarin wordt gepreciseerd dat de aanvrager een visuele beperking heeft die het schrijven zonder het gebruik van een computer onmogelijk maakt.

- ofwel een zware vorm van dysartrie, een afasie of een andere neurocognitieve stoornis vertonen, die het gebruik van een computer of een ander aangepast communicatiemiddel noodzakelijk maken.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een bewijs dat de aanvrager over voldoende basiskennis beschikt om het informatica-instrument te gebruiken of dat hij daartoe een opleiding volgt.

Algemene voorwaarden

Er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor de aankoop van informatica-apparatuur voor gebruik in het buitengewoon onderwijs, behalve in het geval van thuisgebruik (oefeningen, taken), op basis van een document dat door het schoolhoofd is opgesteld en waarin de capaciteiten worden gepreciseerd waarover de aanvrager beschikt om de gevraagde informatica-apparatuur te gebruiken.

De tegemoetkoming wordt niet toegekend voor de aankoop van gewone computers en printers die worden gebruikt :

- in het kader van bezoldigde beroepsactiviteiten;
- in het kader van vrijwilligerswerk;
- in het kader van een schoolopleiding of een beroepsopleiding gericht op informatica.

De tegemoetkoming voor een computer kan niet gecumuleerd worden met een tegemoetkoming voor een tablet.

Vervangingstermijn :

De tegemoetkoming voor een gewone computer of printer kan ten vroegste na vier jaar opnieuw worden toegekend.

Onderhoud en herstel

Er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor het eventuele onderhoud en het herstel van dit materiaal.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Computer of tablet	500 euro
Gewone printer	50 euro
Communicatietoestel	10.000 euro
Scanner	80 euro

2.5. Specifiek materiaal voor blinden en slechtzienden

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager, na optische correctie aan het beste oog, een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 2/10 vertonen, waardoor met de hand schrijven zeer moeilijk of onmogelijk wordt; ofwel een functioneel bilan voorleggen waarvan het model door de dienst is goedgekeurd en dat door een in revalidatie gespecialiseerde oogarts is verwezenlijkt, waarin wordt gepreciseerd dat de aanvrager een visuele beperking heeft die het schrijven of het lezen zonder het gebruik van één of meer van de onderstaande prestaties onmogelijk maakt.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd. In het bijzondere geval dat het materiaal wordt gebruikt voor een schoolopleiding of een beroepsopleiding, moet dit bewijsstuk uitgaan van de directeur van die instelling;
- de transcriptie van lessen in brailleschrift, in grote letters of op cd-rom, moet worden verwezenlijkt door een door de overheid erkende instelling.

Algemene voorwaarden

De aanvragen voor een Brailleleesregel versie met 80 braillecellen, schermafleessoftware versie pro en meertalige spraaksynthese moeten verantwoord worden via een attest gerelateerd aan een professioneel gebruik.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Brailleleesregel versie met 40 of 44 braillecellen	5 900 euro
Brailleleesregel versie met 80 braillecellen	12 100 euro
Elektronisch notitieblok met spraaksynthese	8.050 euro
Elektronische blocnotes met spraaksynthese en schermleessoftware	11.050 euro
Dictafoon	350 euro
Brailleprinter	3.750 euro
Schermleessoftware	
- met vocale en braille-output	1 950 euro
- met vocale en braille-output en vergrotingssoftware	2 050 euro
- professionele versie	2.800 euro

Spraaksynthese	500 euro
Meertalige spraaksynthese	800 euro
Vergrotingssoftware	660 euro
Programma voor de herkenning van tekens	170 euro
Toestel voor het lezen van boeken	300 euro
Vergrote fotokopieën, per blad	0,20 euro
Transcriptie van lessen (ook scannen en coderen) in braille, in grote letters of op cd-rom, per braillebladzijde	1,60 euro
Cd-opname	30 euro per opname-uur
Leesmachine (niet cumuleerbaar met een software voor karakterherkenning)	2.500 euro
Kleurendetector	210 euro
Etikettenlezer	220 euro

2.6. Specifiek materiaal voor doven en slechthorenden

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een ernstige moeilijkheden om te horen (d115) vertoont die het gebruik van het materiaal rechtvaardigen en die door een rapport van een dienst voor audiofonologie worden gestaafd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Flitslamp (met of zonder stopcontact) - per eenheid	130 euro
Draadloze geluidszender - FM-apparatuur	2.300 euro
Signaal brand	140 euro
Signaal deurbel	90 euro
Signaal huilende baby	110 euro
Wekker met flitslamp	220 euro
Trilwekker	160 euro
Reiswekker met trilfunctie	40 euro
Trilkussen	40 euro
Vibrator zakformaat	130 euro
Oplader vibrator zakformaat	50 euro
Magnetische lus	260 euro
Infraroodkoptelefoon	260 euro

2.7. Uurprestaties voor gebarentaalvertolking of transliteratie

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager een gehoorverlies aantonen dat zijn toelating tot de Brusselse Franstalige Dienst voor mindervaliden verantwoordt.

Administratieve voorwaarden

De aanvraag moet schriftelijk zijn opgesteld en moet het voorwerp uitmaken van een beslissing waarin een geldigheidsduur wordt vastgelegd. Gedurende de geldigheidsperiode moet de persoon, indien hij niet meer aan de in het reglement gepreciseerde toekenningsvoorwaarden voldoet (hangt af van het Vlaams Agentschap VAPH, niet meer woonachtig in het Brussels Gewest,...), de administratie daarvan verwittigen op straffe van terugbetaling van de prestatie.

Door deze beslissing wordt het aantal uurprestaties beperkt tot 50 uur per jaar.

Wanneer, op het einde van het kalenderjaar, de 50 gepresteerde uren niet zijn opgebruikt, dan kunnen ze niet meer naar het volgende jaar worden overgedragen.

Modaliteiten

Het aantal uurprestaties toegekend per kalenderjaar bedraagt 50.	Waarde van de prestatie : 45 euro / uur Eventueel verhoogd met verplaatsingskosten, namelijk 4,52 euro voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en 10,46 euro voor verplaatsingen buiten de zone Brussel.
--	---

De uurprestaties worden door een erkende of met tariefafpraak werkende tolkdienst voor doven afgeleverd, op basis van een individuele beslissing van de administratie.

De tegemoetkoming wordt aan de tolkdienst voor doven toegekend die de prestaties vergoed heeft.

3. Absorberende producten voor incontinenten personen

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- een doktersvoorschrift overhandigen ter bevestiging dat hij overdag en/of 's nachts aan urine- en/of fecale incontinentie lijdt als gevolg van neurologische ruggenmergletsels of van aangeboren of opgelopen letsels aan het urine- of darmstelsel, of dat zijn handicap is te wijten aan een psychomotorische, mentale of psychologische ontwikkelingsstoornis.
- ten minste 4 jaar oud zijn;
- voor een eerste aanvraag moet in het medische verslag worden gepreciseerd of het om een levenslange aandoening gaat, dan wel om een omkeerbare aandoening.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De aanvraag moet schriftelijk worden geformuleerd.

Algemene voorwaarden

De tegemoetkoming dekt in geen geval zalven en poeders.

Geldigheidsduur :

De duur van de geldigheid van de beslissing betreffende de absorberende producten voor incontinentie wordt door het multidisciplinair team vastgelegd.

Bij afloop van de geldigheid van de beslissing kan deze worden verlengd op basis van de medische gegevens en/of op basis van alle andere gegevens met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden.

Modaliteiten

De hieronder gespecificeerde bedragen zijn bedragen incl. BTW.

Wat betreft de tegemoetkomingen die beperkt zijn tot nachtelijke incontinentie, wordt het bedrag dat in de beslissing is opgenomen in één keer zonder verantwoordingsstuk toegekend (forfaitair bedrag).

Wat betreft de incontinentie, zowel 's nachts als overdag, gebeurt de terugbetaling in 3 schijven. De eerste schijf van € 200 (kind van 4 tot 8 jaar) of van € 300 (8 jaar en meer) wordt zonder verantwoordingsstuk toegekend (forfaitair bedrag). Om de tweede schijf van € 200 of € 300 te activeren is het absoluut noodzakelijk om de verantwoordingsstukken over het opgebruiken van de eerste schijf over te maken. Ook om de derde en laatste schijf (saldo van het globale jaarlijks toegekende bedrag) te activeren is het absoluut noodzakelijk om de verantwoordingsstukken over het opgebruiken van de tweede schijf over te maken.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Per kalenderjaar	Overdag en 's nachts	's Nachts
Kind vanaf 4 jaar en minder dan 8 jaar (of tot 30 kg)	600 euro incl. BTW	100 euro incl. BTW
Volwassene en kind vanaf 8 jaar (of + 30 kg)	900 euro incl. BTW	200 euro incl. BTW

4. Materiaal ter preventie van doorligwonden

4.1. Kussens tegen doorligwonden

Een kussen tegen doorligwonden is een prestatie die is opgenomen in de nomenclatuur van het RIZIV. De terugbetaling ervan door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging kan volledig zijn of aanleiding geven tot bijkomende kosten.

De Brusselse Franstalige Dienst voor Mindervaliden, waarvan de rol zeer klein is, treedt alleen op in het geval van een cumulatie of van een vroegtijdige vervanging.

Medische en administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een kopie van het dossier 'eenheidsloket' dat de volgende elementen bevat :
 - het bewijs van de weigering van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging;
 - een functioneel medisch verslag om de prestatie en het doorlopende gebruik ervan te motiveren;
 - een gedetailleerde prijsopgave;
 - een bewijsstuk betreffende het gebruik van een tweede rolstoel.

Algemene voorwaarden

Vervangingstermijn :

De vervangingstermijnen van de administratie zijn dezelfde als die welke door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging worden toegepast.

Vervanging :

De voorwaarden voor de vervanging van een kussen tegen doorligwonden vóór het einde van de vervangingstermijn zijn dezelfde als die welke door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging worden toegepast :

- ofwel moet de aanvrager een door een gespecialiseerde arts gemotiveerd voorschrift voorleggen waarin wordt bevestigd dat de evolutie van de aandoening de aanleiding voor de aanvraag is;
- ofwel moet de aanvrager een attest van een door het RIZIV erkende hulpverlener voorleggen waarin wordt bevestigd dat het kussen tegen doorligwonden niet kan worden hersteld en dat de slijtage niet is toe te schrijven aan hardhandig of ongepast gebruik.

Het kussen tegen doorligwonden moet op de lijst staan van de geregistreerde kussens tegen doorligwonden die in aanmerking komen om te worden terugbetaald door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging.

Op straffe van weigering mag de aankoop van het kussen niet voorafgaan aan de beslissing van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

de waarde van een kussen tegen doorligwonden, bepaald door de nomenclatuur van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en volgens de daarbij horende bedragen voor terugbetaling.

4.2. Matrassen tegen doorligwonden

4.2.1. Matrassen (voor de preventie van doorligwonden) - Medische voorwaarden - Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een risico op doorligwonden heeft.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
 - een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.
- Vervangingstermijn : 5 jaar
 Modaliteiten
 De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Matras type 1 (preventie van doorligwonden)	320 euro
---	----------

4.2.2. Matrassen (hoog risico op doorligwonden en/of doorligwonden in het verleden)

Medische voorwaarden

Op basis van gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een hoog risico op doorligwonden vertoont.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
 - een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.
- Vervangingstermijn : 5 jaar
 Modaliteiten
 De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Matras type 2 (hoog risico op doorligwonden)	1.300 euro
--	------------

5. Mobiliteitshulpmiddelen

5.1. Rolstoelen en aanpassingen

De rolstoel (inclusief aanpassingen) is een prestatie die is opgenomen in de nomenclatuur van het RIZIV. De terugbetaling ervan door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging kan volledig zijn of aanleiding geven tot bijkomende kosten.

De Brusselse Franstalige Dienst voor Mindervaliden, waarvan de rol zeer klein is, treedt alleen op in het geval van een cumulatie of van een vroegtijdige vervanging, met andere woorden exclusief voor aanpassingen die niet zijn opgenomen in de nomenclatuur van het RIZIV en een onmisbaar karakter hebben.

Specifieke voorwaarden

Mogelijkheid tot cumulatie :

De administratie komt tegemoet in de kosten van een bijkomende rolstoel naast deze waarover de gehandicapte persoon al beschikt, indien tijdens de vervangingstermijn van de door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging toegekende prestatie, een tweede rolstoel wordt voorgeschreven en gerechtvaardigd vanwege een welbepaald gebruik.

De aanpassingen voor rolstoelen die kunnen worden toegestaan, zijn die welke niet zijn opgenomen in de nomenclatuur van het RIZIV.

Medische en administratieve voorwaarden

Voor de aanvraag is een kopie van het dossier 'eenheidsloket' nodig.

Algemene voorwaarden

Vervangingstermijn :

De vervangingstermijnen van de administratie zijn dezelfde als die welke door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging worden toegepast.

Vervanging :

De voorwaarden voor de vervanging van een rolstoel vóór het einde van de vervangingstermijn zijn dezelfde als die welke door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging worden toegepast :

- ofwel moet de aanvrager een door een gespecialiseerde arts gemotiveerd voorschrift voorleggen waarin wordt bevestigd dat de evolutie van de aandoening de aanleiding voor de aanvraag is;
- ofwel moet de aanvrager een attest van een door het RIZIV erkende hulpverlener voorleggen waarin wordt bevestigd dat de rolstoel niet kan worden hersteld en dat de slijtage niet is toe te schrijven aan hardhandig of ongepast gebruik.

De rolstoel moet op de lijst staan van rolstoelen die in aanmerking komen om te worden terugbetaald door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging.

De weigering tot tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging kan de aanvrager niet ten laste worden gelegd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

de waarde van de rolstoel, bepaald door de nomenclatuur van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en volgens de daarbij horende bedragen voor terugbetaling.

5.2. Buggy-major

Medische voorwaarden

Op basis van elementen uit het medische dossier van de betrokkene, dient ernstige of absolute moeilijkheden te vertonen om te stappen (d450 : te voet vooruitgaan) en minstens 4 jaar oud te zijn.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
 - een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.
- Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Buggy-major	360 euro
-------------	----------

5.3. Aanpassing van een voertuig

Medische voorwaarden

Op basis van gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een handicap vertoont die de aanpassing rechtvaardigt.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een rapport van het Belgische Centrum voor Rijgeschiktheid en voertuigAanpassing (CARA);
- indien de aanvrager het voertuig zelf bestuurt, een afschrift van zijn aangepaste rijbewijs, met daarin de voorwaarden en/of beperkingen en de aanpassingen; de kandidaat voor een rijbewijs moet een rijgeschiktheidsattest overhandigen;

Algemene voorwaarden

Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor een bestaande aanpassing aan een tweedehands gekocht voertuig.

Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor de halfautomatische versnellingsbak, de standaardafstandsbediening, de centrale vergrendeling van deuren, de elektrische bediening van ruiten en achteruitkijkspiegels en de klimaatregeling van het voertuig.

Indien de aanvrager passagier is, kan de aanvraag slechts betrekking hebben op inrichtingen voor toegang tot het voertuig.

Vervanging :

- zoals vermeld in punt 1.4. van deze lijst, wordt de aanpassing geen tweede keer bekostigd indien het voertuig hersteld of vervangen moet worden ingevolge schade of diefstal. De gehandicapte persoon moet dus de nodige maatregelen op het gebied van verzekeringen treffen;
- In het geval van vervanging van het voertuig vóór de termijn vermeld in het volgende punt, is een tegemoetkoming voor een nieuwe aanpassing slechts mogelijk indien de administratie vooraf haar instemming heeft gegeven voor de vervanging van het voertuig ingevolge het intensieve professionele gebruik ervan of een verergering van de handicap.

Vervangingstermijn :

- de termijn bedraagt 7 jaar.
- deze termijn wordt vastgelegd op 3 jaar voor aanpassingen die worden uitgevoerd op een voertuig dat ten minste 6 jaar oud is.

Onderhoud en herstel :

- er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor het onderhoud van aanpassingen voor voertuigen vermeld onder punten 5.3.1., 5.3.2. en 5.3.3;
- alleen de kosten van de gerichte reparaties (uitgezonderd automatische transmissie) kunnen worden overwogen in de voorwaarden waarin wordt voorzien onder punt 11 van deze bijlage.

Modaliteiten

Vanaf een leeftijd van 4 jaar van het voertuig wordt het bedrag van de tegemoetkoming verminderd met 20 % per jaar. De maximale vermindering bedraagt 60 %.

Om de leeftijd van de wagen te bepalen, wordt rekening gehouden met de precieze datum van de eerste inverkeerstelling van het voertuig.

De tegemoetkoming kan slechts worden betaald op voorlegging van een afschrift van het erkenningsattest van het omgevormde voertuig, opgemaakt overeenkomstig de reglementaire bepalingen ter zake.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

5.3.1. Aanpassingen betreffende het besturen

Gas en remmen onder het stuur (mechanisch systeem)	1.250 euro
Gas en remmen onder het stuur (pneumatisch systeem)	2.150 euro
Gasbediening en remmen op het stuur (mechanisch systeem)	1.800 euro
Gasbediening en remmen op het stuur (elektronisch systeem)	2.700 euro
Automatische transmissie	880 euro
Verplaatsing gaspedaal	280 euro
Inklapbaar of demonteerbaar gaspedaal en/of rempedaal	260 euro
Verplaatsing elektrische bediening	1.850 euro
Knop op stuur geschroefd	50 euro
Afscherming pedaal	210 euro

5.3.2. Aanpassingen voor secundaire functies

Elektrische afstelling van bestuurderszitplaats	790 euro
Ergonomische bestuurderszitplaats	1.500 euro
Veiligheidsgordel van het harnastype	230 euro

5.3.3. Verschillende aanpassingen voor toegang van de gehandicapte persoon tot het voertuig

Het totaalbedrag van de tegemoetkoming voor de verschillende aanpassingen die de gehandicapte persoon toegang tot het voertuig geven, mag niet hoger zijn dan 9.000 euro.

Toegang tot het voertuig

Draaistoel	1.000 euro
Uitschuifbare draaistoel	1.250 euro
Aangepast kinderzitje (met inbegrip van abductiebouten, hoofdsteen, gordel,...)	1.450 euro
Personenlift voor wagen (niet geschikt voor rolstoel)	2.900 euro

Toegang tot het voertuig met rolstoel

Achter- of zijliftplatform	5.800 euro
Al dan niet uitschuifbare hellende vlakken, bevestigd aan het voertuig	770 euro
Rails en bevestigingskit	970 euro

Aanpassing van de structuur van het voertuig voor een vlottere toegankelijkheid

Verlaging van de achternvloer	7.450 euro
Verhoging van het dak	690 euro
Vlakmaken van de vloer	690 euro

Hulpmiddelen om een rolstoel in de wagen te laden

Laden in kofferbak via manoeuvreerbare arm voor handbewogen, plooibare rolstoel	1.850 euro
Laden in kofferbak via manoeuvreerbare arm voor elektrische rolstoel	3.000 euro
Laden in cabine via manoeuvreerbare arm + aanpassing portier	5.600 euro

5.4. Specifieke rijlessen of specifieke lessen ter beoordeling van de rijgeschiktheid

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een handicap vertonen die bijkomende rijlessen voor een motorvoertuig rechtvaardigt;
- ofwel een handicap vertonen die de aanpassing van het voertuig rechtvaardigt en waarbij specifieke rijlessen voor het besturen van dit voertuig nodig zijn.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- gedetailleerde prijsopgave; - een rapport van het Belgische Centrum voor Rijgeschiktheid en voertuigAanpassing (CARA);
- een met redenen omkleed attest van een gespecialiseerde arts;
- een attest van een erkende rijsschool waarin het benodigde aantal lessen is vermeld.

Algemene voorwaarden

De lessen moeten gericht zijn op het bepalen van de rijgeschiktheid of op het leren besturen van een motorvoertuig.

Modaliteiten

Het maximale aantal uren bedraagt 15 uur voor de rijlessen en 15 uur voor het vaststellen van de rijgeschiktheid. De aanvraag kan niet worden vernieuwd.

Tegemoetkoming per uur	40 euro
------------------------	---------

5.5. Geleidehond

Medische voorwaarden

Op basis van gegevens van het medische dossier moet de aanvrager, na optische correctie aan elk oog, ofwel een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 1/10 vertonen, ofwel een gezichtsveld kleiner dan 20°.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een rapport van een instelling die de integratie van blinde personen tot doel heeft en die door de overheid is erkend, waarin wordt verzekerd dat de hond bestemd voor de aanvrager goed is afgericht en dat de aanvrager over de juiste vaardigheden beschikt.

Modaliteiten

De tegemoetkoming dekt alle aankoopkosten van de hond (in het bijzonder de aankoop van het dier, de personeels-, onderhouds- en africhtingskosten, diverse kosten zoals die van verzekering en dierenarts, eventueel verblijfkosten van de gehandicapte persoon).

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Geleidehond	6.000 euro
-------------	------------

5.6. Aanleren van oriëntatie- en mobiliteitstechnieken

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- een visuele beperking van ten minste 60 % vertonen;
- of een voorschrift van een in revalidatie erkende oogarts voorleggen.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave; - een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een garantie dat de opleiding wordt gegeven door een instelling die erkend werd in het kader van de wetgeving betreffende de integratie van gehandicapte personen en dat ze zich richt tot personen met een visuele beperking.

Algemene voorwaarden - Het lesprogramma mag niet meer dan 100 lessen bevatten voor cursussen voor volwassenen en niet meer dan 200 uur voor minderjarigen.

Aan het eind van het lesprogramma moet de instelling aan de administratie een evaluatieverslag van de opleiding overhandigen.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Per opleidingsuur :	33 euro
---------------------	---------

6. Pedagogische begeleiding

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een visuele beperking vertonen,
- ofwel een auditieve beperking vertonen,
- ofwel een beschadiging van het centrale zenuwstelsel vertonen,
- ofwel autistisch zijn,
- ofwel een lichte verstandelijke beperking vertonen,
- ofwel een andere beperking met lage prevalentie vertonen waarvoor, op basis van een gedetailleerd multidisciplinair verslag, is vastgesteld dat pedagogische begeleiding onontbeerlijk is.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Op initiatief van de administratie kan een psycho-pedagogisch onderzoek van de vaardigheden van de aanvrager worden gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De aanvrager moet :

- ofwel hogere, al dan niet universitaire studies volgen, erkend door één van de drie Gemeenschappen;
- ofwel een door de Belgische overheid georganiseerde, erkende of gesubsidieerde beroepsopleiding volgen.

De aanvraag moet de steun hebben van een daartoe door het College van de Franse Gemeenschapscommissie of door het Agence wallonne pour l'Intégration des personnes handicapées erkende dienst.

Modaliteiten

De tegemoetkoming heeft betrekking op :

- de specifieke pedagogische hulp voor studenten of stagiairs;
- de tolkprestaties in gebarentaal of transliteratie;
- de coördinatie, het zoeken van begeleiders en hun omkadering.

Het maximum bedraagt 600 uren per academiejaar of per opleiding voor personen met auditieve beperkingen en 500 uren voor personen met andere soorten beperkingen.

Wanneer de duur van het onderwijs of de opleiding geen volledig voltijds uurrooster beslaat, wordt het maximumaantal in aanmerking genomen uren verhoudingsgewijs verminderd.

In afwijking van artikel 22, 3^{ste} lid, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele prestaties en de hulp bij tewerkstelling van gehandicapte personen, wordt de tegemoetkoming toegekend aan de erkende pedagogische begeleidingsdienst die de prestaties heeft uitgevoerd.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Per uur	30 euro
---------	---------

7. Inrichting roerend en onroerend goed

7.1 Bouw of verbouwing van woning

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een bewegingshandicap vertonen waarvan de ernst het verzoek rechtvaardigt;
- ofwel een neurologische stoornis vertonen waarvan de ernst de gevraagde inrichting rechtvaardigt;
- ofwel een hart-longaandoening vertonen waarvan de ernst het verzoek rechtvaardigt.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- minimaal twee gedetailleerde prijsopgaves;
- indien de gehandicapte persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger eigenaar van de woning is, een bewijs van eigendom;
- indien de gehandicapte persoon huurder is, bepaalde garanties van de eigenaar met betrekking tot de duurzaamheid van de huur :

- een geregistreerd huurcontract;
- indien de eigenaar bloed- of aanverwant in de eerste of de tweede graad is, volstaat een schriftelijke verbintenis;
- bovendien moet de eigenaar zich schriftelijk akkoord verklaren met de geplande aanpassingen.

Algemene voorwaarden

De werkzaamheden mogen niet van start gaan voordat de administratie haar toestemming heeft gegeven. Er zal geen enkele factuur zonder voorafgaande beslissing in aanmerking worden genomen.

De werkzaamheden moeten in de woning van de aanvrager worden verricht.

De voorschriften inzake stedenbouw evenals de door het Brussels Gewest voorgeschreven technische normen op het gebied van toegankelijkheid van woningen voor gehandicapte personen moeten worden nageleefd.

Er wordt geen tegemoetkoming toegekend voor de aanleg van terrassen.

Er wordt geen tegemoetkoming toegekend indien de werkzaamheden voor collectieve woningen zijn bestemd.

Vervanging :

De maximale tegemoetkoming wordt slechts een keer toegekend. Indien de aanvrager echter de ouderlijke woning, waar aanpassingswerken werden uitgevoerd, verlaat, om zelfstandig te gaan leven, dan kan er opnieuw een maximaal bedrag worden toegekend.

Onderhoud en herstel :

Er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor het onderhoud en het herstel van de bouw- of verbouwingswerken.

Modaliteiten

De tegemoetkoming kan worden opgesplitst, maar kan in totaal nooit meer bedragen dan het maximumbedrag bepaald per aanvrager. Dat maximumbedrag bedraagt 12.000 euro.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Bouw of verbouwing (maximale tegemoetkoming)	12.000 euro
Werkzaamheden verbonden aan de vervanging van een badkuip door een inloofdouche	4.000 euro
Werkzaamheden verbonden aan de vervanging van een verhoogde douche door een inloofdouche	3.000 euro
Aanpassing of bouw van een wc	2.000 euro
Aanpassing of bouw van een wastafel	2.000 euro
Creatie, aanpassing of herinrichting van kamers	4.000 euro
Vergroting van een deuropening met plaatsing van een schuifdeur	1.300 euro per deur

7.2. Toestellen om niveauverschillen te overbruggen

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een ernstige bewegingshandicap vertonen;
- ofwel een ernstige neurologische stoornis vertonen;
- ofwel een ernstige hart-longaandoening vertonen.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- minimum twee gedetailleerde prijsopgaven;
- een rapport waarin de keuze en de plaatsing van het toestel in het licht van de configuratie van de woning van de aanvrager wordt gerechtvaardigd;
- indien de gehandicapte persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger eigenaar van de woning is, een bewijs van eigendom;
- indien de gehandicapte persoon huurder is, bepaalde garanties van de eigenaar met betrekking tot de duurzaamheid van de huur bekomen :
 - een geregistreerd huurcontract;
 - indien de eigenaar bloed- of aanverwant in de eerste of de tweede graad is, volstaat een schriftelijke verbintenis;
 - bovendien moet de eigenaar zich schriftelijk akkoord verklaren met de geplande aanpassingen.
- een verklaring van een erkende controle-instantie waarin de naleving van de geldende veiligheids- en conformiteitsnormen wordt bevestigd. Daartoe moet het toestel :
 - voorzien zijn van een CE-markering;
 - vergezeld gaan van een EG-verklaring van overeenstemming, opgesteld door de fabrikant.

7.2.1. Liften of hefplateaus

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Systemen met X-vormig onderstel om kleine hoogteverschillen te overbruggen	3.600 euro
Systemen om hoogteverschillen tot 3 m te overbruggen	12.350 euro
Lift of systemen om hoogteverschillen van meer dan 3 m te overbruggen	17.800 euro
Inrichtingswerken verbonden aan de plaatsing van het hefplateau of de lift	1.750 euro

7.2.2. Trapliften

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Traplift met stoel voor een verdieping (recht of met een of twee bochten)	7.650 euro
Traplift met stoel voor meer dan een verdieping	11.200 euro
Traplift met platform voor rolstoel	13.650 euro

7.2.3. Vervoerbare trapliften voor rolstoelen

Het toestel moet voornamelijk dienen om in de woning van de aanvrager te worden gebruikt.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Vervoerbare traplift voor rolstoel	5.250 euro
------------------------------------	------------

7.2.4. Verplaatsbare hellende vlakken

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Verplaatsbare hellende vlakken	880 euro
--------------------------------	----------

7.3. Toestellen voor het openen en sluiten van deuren

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een ernstige bewegingshandicap vertonen;
- ofwel een ernstige neurologische stoornis vertonen;
- ofwel een ernstige hart-longaandoening vertonen.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- minimum twee gedetailleerde prijsopgaven;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

7.3.1. Afstandsbediening voor het openen en sluiten van de garagepoort

Algemene voorwaarden

De gehandicapte persoon moet bestuurder van een voertuig zijn. Zo niet, dan moet de garage voor hem de enige toegangsweg tot de woning zijn.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Afstandsbediening voor het openen en sluiten van de garagepoort	710 euro
---	----------

7.3.2. Afstandsbediening voor het openen en sluiten van de voordeur

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Openen van de deur met parlofoon	710 euro
Motorisering met elektronische bediening en vergrendeling	2.050 euro

8. Aanvullende uitrusting

Algemene voorwaarden

Het moet gaan om materialen, apparaten of aanpassingen van meubels, met uitzondering van werken aan onroerende goederen.

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een handicap vertoont waarvan de aard en de ernst de uitrusting verantwoorden.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming kan worden opgesplitst, maar kan in totaal nooit meer bedragen dan het maximumbedrag bepaald per aanvrager.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Totaalbedrag van tegemoetkomingen voor verschillende uitrustingen	2.050 euro
---	------------

9. Uitrustingsgoederen

9.1 Elektrisch in de hoogte verstelbare bedden en veringen - Park-box

De tegemoetkoming voor de Park-box kan niet gecumuleerd worden met een elektrisch in de hoogte regelbaar bed.

9.1.1. Elektrisch in de hoogte verstelbare bed en veringen

Medische voorwaarden

Op basis van elementen uit het medische dossier moet de betrokkene ernstige of absolute moeilijkheden vertonen om zich neer te leggen (d4100 : vanuit om het even welke positie naar de neerliggende positie gaan en omgekeerd). Deze moeilijkheden zijn te wijten aan ofwel een neurologische deficiëntie ofwel het gebruik van een rolstoel.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Elektrisch regelbaar bed (leuning en optrekbeugel inbegrepen)	900 euro
---	----------

9.1.2. Park-box

Medische voorwaarden

Op basis van elementen uit het medisch dossier moet de betrokkene ernstige of absolute moeilijkheden vertonen om zijn of haar lichaam in een bepaalde positie te houden (d415 : indien nodig dezelfde positie aanhouden).

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Park-box	3.500 euro
----------	------------

9.2. Personenlift

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een ernstige neurologische stoornis vertonen die hem belet zich alleen op te richten of op te staan;
- ofwel een rolstoelgebruiker zijn.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

9.2.1. Statische personenlift (papegaai type)

Op voet	200 euro
---------	----------

9.2.2. Elektrische personenlift

De in aanmerking genomen kosten omvatten de plaatsingswerken.

Materiaal op wieltjes	2.800 euro
Materiaal opgehangen aan rails in een vertrek	4.800 euro
Materiaal opgehangen aan rails in meerdere vertrekken	6.350 euro

9.2.3. Badlift, werkend door druk van water of lucht of op batterijen

Badlift, werkend door druk van water of lucht of op batterijen (rotatieschijf inbegrepen)	1.050 euro
Badlift van het hangmatttype met hoofdsteun en riemen	1.450 euro

9.3. Stoelen

9.3.1 Toiletstoel

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een ernstige neurologische stoornis vertonen die hem belet zich alleen op te richten of op te staan;
- ofwel een rolstoelgebruiker zijn.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Toiletstoel zonder wieltjes	150 euro
Toiletstoel met wieltjes	250 euro

9.3.2. Douchestoel

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een ernstige bewegingshandicap vertoont waardoor het moeilijk of onmogelijk is om zonder steun rechtop te blijven staan.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Douchestoel aan de wand	280 euro
Douchestoel met 4 wieltjes, verwijderbare armsteunen, al dan niet met opening in de zitting	440 euro
Douchestoel met speciale zitting (riemen en hoofdsteun inbegrepen)	750 euro
Douchestoel met speciale zitting en met steun of mobiel kader met blokkeerbare wieltjes	1.350 euro

9.3.3. Badstoel

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager ernstige moeilijkheden vertoont om te kunnen blijven zitten.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Badstoel	200 euro
Badstoel met relaxzitje, riemen en hoofdsteun	1.250 euro
Polyvalente orthopedische toiletbril	1.450 euro

9.3.4. Brancard voor douche of bad

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een ernstige handicap vertoont die het gebruik van de douche of het bad bemoeilijkt of onmogelijk maakt zonder het gevraagde hulpmiddel.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Brancard zonder hoogteregeling	1.400 euro
Brancard met hoogteregeling	2.400 euro

9.3.5. Ergonomische werkstoel

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager :

- ofwel een ernstige neurologische stoornis vertonen die hem belet zich alleen op te richten of op te staan;
- ofwel een rolstoelgebruiker zijn.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Model met gasvijzel	1.050 euro
Elektrisch en verstelbaar model	2.200 euro

10. Kleine uitrustingen

Algemene voorwaarden

Het moet gaan om kleine uitrustingen die de gehandicapte persoon een grotere autonomie in het dagelijks leven bezorgen.

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager ernstige functionele beperkingen vertoont die uit zijn handicap voortvloeien en die hem beletten bepaalde activiteiten uit te voeren zonder het gevraagde technische hulpmiddel.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
 - een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.
- Specifieke voorwaarden voor de aanvraag van een blindenstok :

Medische voorwaarden

Op basis van gegevens uit het medische dossier moet de aanvrager :

- een visuele beperking van ten minste 60 % vertonen;
- of een voorschrift van een in revalidatie erkende oogarts voorleggen.

Indien onvoldoende medische gegevens aan de arts van de administratie worden voorgelegd, wordt een medisch rapport gevraagd.

Administratieve voorwaarden

De gegevens die nodig zijn om de aanvraag te staven, zijn de volgende :

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd;
- een bewijsstuk waaruit blijkt dat de aanvrager de verplaatsingstechnieken beheerst of daartoe lessen volgt.

Modaliteiten

Tegemoetkoming in de eenheidsprijs of in de toeslag ten opzichte van het basisproduct dat door een valide persoon kan worden gebruikt.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot :

Eenheidsprijs of toeslag ten opzichte van basisproduct moet lager zijn dan	150 euro
Per aanvrager bedraagt het totaalbedrag van tegemoetkomingen voor kleine uitrustingen per periode van minimum 5 jaar niet meer dan	1.000 euro

11. Onderhoud en herstel van bepaalde hulpmiddelen

Algemene voorwaarden

Het moet gaan om een prestatie die in aanmerking komt of kan komen om te worden betaald door de Brusselse Franstalige Dienst voor Mindervaliden, met uitzondering van :

- punt 7.1. bouw of verbouwing;
- in punt 2.4 : gewone computers en printers;
- in punt 5.3.1 : automatische transmissie.

11.1. Onderhoud

Modaliteiten

Het onderhoud betreft exclusief 2 soorten materiaal : de toestellen om niveaueverschillen te overbruggen (punt 7.2. en de rolstoelen (punt 5.1.).

Jaarlijkse tegemoetkoming in de onderhoudskosten beperkt tot :

Onderhoud	10 % van de waarde van de tegemoetkoming bij aankoop
-----------	--

11.2. Herstel

Modaliteiten

De tegemoetkoming in de herstelkosten is beperkt tot :

Herstelling	40 % van de waarde van de tegemoetkoming bij aankoop, berekend over de totale gebruiksduur van het hulpmiddel
-------------	---

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2015/1737 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria van de tegemoetkomingen in verband met de hulpmiddelen voor insluiting bedoeld in hoofdstuk III van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen.

Voor het College :

Mevr. C. FREMAULT